

Intervention de S.E. Monsieur Marc Pecsteen de Buytswerve,
Ambassadeur, Représentant permanent

au Conseil de sécurité des Nations unies

ARRIA - THE HUMANITARIAN CRISIS IN CAMEROON

New York, le 13 mai 2019

ARRIA

Monsieur le Président,

Tout d'abord, nous souhaitons remercier les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la République dominicaine d'avoir pris l'initiative organiser cette première réunion Arria sur la crise humanitaire dans les régions anglophones au Cameroun. Cette initiative est donc politiquement très pertinente et opportune. Elle pourrait être une première étape vers un éventuel suivi ultérieur du Conseil de Sécurité, dans un esprit de prévention de conflits et de médiation. Nous remercions également les intervenants pour leurs exposés éclairants et poignants.

Monsieur le Président,

Je me concentre aujourd'hui sur quelques points et questions spécifiques.

Primo: il ne faut pas sous-estimer l'importance de la crise humanitaire au Cameroun.

- La Belgique est préoccupée par les ramifications croissantes de la crise humanitaire tant au niveau national que régional. Outre les problèmes des régions anglophones, la catastrophe humanitaire découle également

du fléau terroriste de Boko-Haram et des répercussions de la situation en République centrafricaine ou de troubles au Nigéria.

- En même temps, nous devons reconnaître que la crise humanitaire reste l'une des plus sous-financées au monde. Le financement disponible ne représente que la moitié du budget requis. Une action urgente s'impose.
- Par ailleurs la crise humanitaire actuelle est étroitement liée à la crise des droits de l'homme. Les abus et violations des droits de l'homme doivent faire l'objet d'une enquête rapide et approfondie. Les auteurs doivent être tenus responsables. La récente visite de la HCNUDH Bachelet a montré des signes encourageants de la volonté du Cameroun de coopérer avec l'ONU pour trouver des solutions. Nous espérons que cela sera le prélude à une coopération plus étroite avec les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme.

Secundo : mon deuxième message concerne les solutions à apporter, particulièrement à la crise des régions anglophones.

- Seul un dialogue inclusif et engagé entre les parties camerounaises peut permettre le progrès nécessaire. La déclaration du Premier ministre jeudi passé que son gouvernement était disposé à dialoguer avec les séparatistes armés est un important signal à cet égard. Des actions concrètes doivent suivre.
- Vu la nature holistique de la crise, nous avons tous à y apporter une réponse: à la fois au niveau sous régional, régional et des NU mais également au niveau des Etats Membres et des acteurs humanitaires, religieux et confessionnels.

- Cette réponse doit être coordonnée en dialogue étroit avec les autorités camerounaises.
- La Belgique reste tout à fait disposée, elle-aussi, à soutenir un tel dialogue. En tant qu'état fédéral, nous pouvons partager notre expérience en matière de décentralisation et de promotion du bilinguisme.
- Dans l'attente d'un tel dialogue, il reste absolument primordial que les acteurs humanitaires et ONG concernés bénéficient d'un plein accès aux personnes déplacées et aux réfugiés en conformité avec le droit international humanitaire.
- De plus, nous devons nous investir collectivement afin d'assurer des moyens financiers adéquats pour pouvoir faire face à cette crise, notamment en soutenant les capacités de négociation des différentes communautés affectées.

Enfin, nous souhaitons également saisir cette occasion pour poser quelques questions sur la voie à suivre.

- Comme l'a dit la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Bachelet, à l'issue de sa visite au Cameroun: les enjeux sont élevés. À cet égard, nous sommes convaincus que le résumé de cette réunion Arria par le président pourrait constituer la base d'un suivi plus régulier. Le Conseil devra également recevoir le rapport régulier concernant le Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA).
- Enfin, comment les intervenants voient-ils le potentiel d'une implication accrue de l'UA / CEEAC dans la crise camerounaise?